

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 8 décembre 2009

**A Madame l'Administrateur du Projet de
Promotion des Investissements Privés (PPIP)
S/C Agence Nationale chargée de la Promotion
De l'Investissement et des Grands Travaux
(APIX SA) - 52, Rue Mouhamed V - Dakar**

Madame l'Administrateur,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification du processus de passation des marchés ainsi que des contrats signés par la Ville de Dakar pendant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008 et financés sur ressources internes.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats de la Ville de Dakar avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Nouveau Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives.

Cet audit a également consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés et de suivi des contrats. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après. Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci - après:

1. Réserves

- le marché F-01-2008 relatif à l'achat de denrées alimentaires auprès du fournisseur Cheikh Amadou Sall a été passé pour un montant estimé à 100 000 000 F CFA par entente directe autorisé par la CNCA en violation des dispositions des articles 76 et 77 du décret 2002 – 550 du 30 mai 2002 portant CMP puisque, de par sa nature, cette acquisition ne rentre pas dans le cadre des cas limitatifs énoncés dans l'article 76. Par ailleurs, ce marché en fixant le minimum et le maximum des fournitures en valeur est conclu sous la forme d'un marché de clientèle aux termes de l'article 26 du décret ci – avant mentionné. Ledit marché de clientèle a été passé en violation des articles 26

et 28 du CMP de 2002 puisque conclu sans organisation d'une procédure préalable d'appel à la concurrence ou d'adjudication conformément aux dispositions de l'article 28 du décret 2002 - 550.

En outre, le contrat ne comporte pas de clause de contrôle spécifique des prix de revient dans sa phase exécution conformément à l'article 75 du décret de 2007 – 545 du 27 avril 2007 et à l'article 151 alinéa 2 du NCMP. Ce contrôle aurait permis de constater que le prix de 325 000 F CFA la tonne facturé à la Ville de Dakar était au dessus du prix subventionné de 296 000 F CFA la tonne de riz parfumé simple et 308 000 F CFA la tonne pour le riz parfumé de luxe;

- un marché a été conclu avec la société SATTAR pour l'aménagement de la place du souvenir africain pour un montant de 1 820 366 712 F CFA TTC. Ce marché a été passé par entente directe autorisée par la CNCA en violation des dispositions des articles 75 et 76 du NCMP puisque les motifs invoqués à l'appui de la demande d'autorisation de passer un marché par entente directe ne sont pas compris dans les cas énoncés dans l'article 76 du décret 2002 – 550 du 30 mai 2002 ;
- les formalités de publicité édictées par les articles 81 à 85 du NCMP ne sont pas toujours respectées.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitude subsistant à l'issue de nos travaux

- des déficiences importantes ont été notées dans le système de classement et d'archivage des documents de passation des marchés qui ont conduit à la non présentation de dossiers demandés pour un montant total estimé à 9 873 197 726 F CFA ou la présentation de dossiers incomplets; ce faisant, les procédures de vérification appropriées n'ont pas pu être mises en œuvre pour nous assurer de l'existence desdits documents (cahier des charges, lettres de consultation, bon de commande, contrat, bon de livraison, PV de réception...) et de leur conformité aux prescriptions du NCMP ;
- les formalités de publicité édictées par les articles 81 à 85 du NCMP ne sont pas toujours respectées pour permettre aux soumissionnaires d'exercer éventuellement leurs droits de recours et de bénéficier de leur droit à l'information sur les procédures de passation des marchés auxquelles ils sont partie prenante;
- le rapport annuel de la Commission des Marchés (article 141 du NCMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé par la Ville de Dakar ;
- les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP;
- les arrêtés portant création de la Cellule de Passation des Marchés et de la Commission des Marchés au titre de l'exercice 2008 ne nous ont pas été transmis ; les copies des attestations de prise de connaissance, par les membres de ces structures, de la Charte d'Ethique et de Transparence en matière de Marchés Publics non plus ne nous ont pas été transmises (décret 2005-575 du 22 juin 2005 portant approbation de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 alinéa 5 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de

transparence et d'éthique en matière de marchés publics). Aussi, il subsiste une incertitude sur la conformité de ces documents aux dispositions de l'arrêté 11 586 pris en application de l'article 35 du NCMP.

A notre avis, à l'exception des points évoqués aux paragraphes 1 et 2 ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le NCMP.

SOMMAIRE

	Lexique des abréviations et sigles	5
1	Synthèse des non conformités identifiées et formulation de recommandations	7
1.1	Non conformités identifiées	7
1.2	Formulation de recommandations	8
1.3	Tableaux Récapitulatifs des violations du NCMP par marché	9
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	15
2.1	Contexte de l'intervention	15
2.2	Objectifs de la mission	15
2.3	Tâches du consultant	16
2.4	Rapports attendus et durée de la mission	18
3	Approche méthodologique	20
3.1	Revue des textes	20
3.2	Analyse de l'environnement de la passation des marches	21
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marches	21
4	Résultats de nos travaux	24
4.1	Observations sur l'environnement de la passation des marches	24
4.2	Périmètre Couvert	25
4.3	Examen des marchés	25
4.3.1	Marchés conclus par Entente Directe	26
4.3.2	Marchés conclus par Appel d'Offres	28
4.3.3	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	37
	Annexe 1 : Etat Récapitulatif des marchés demandés	41
	Annexe 2 : Paiements au profit des principaux prestataires	46
	Annexe 3 : Cumul des engagements par type d'acquisition	50

Liste des abréviations et sigles

AGPM	Avis Généraux de Passation des Marchés
AO	Appel d'Offres
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres restreint
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CD	Commande Directe
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
CPS	Cahier des Prescriptions Spéciales
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Demande d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HD	Hors Douanes
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d'Evaluation
TDR	Termes De Référence
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
VDN	Voie de Dégagement Nord

SECTION 1

SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1. SYNTHESE DES NON CONFORMITES IDENTIFIEES ET FORMULATION DE RECOMMANDATIONS

1.1 NON CONFORMITES IDENTIFIEES

VILLE DE DAKAR
ANOMALIES IDENTIFIEES
<ol style="list-style-type: none">1. le marché F-01-2008 relatif à l'achat de denrées alimentaires auprès du fournisseur Cheikh Amadou Sall a été passé pour un montant estimé à 100 000 000 F CFA par entente directe autorisé par la CNCA en violation des dispositions des articles 76 et 77 du décret 2002 – 550 du 30 mai 2002 portant CMP puisque, de par sa nature, cette acquisition ne rentre pas dans le cadre des cas limitatifs énoncés dans l'article 76. Par ailleurs, ce marché en fixant le minimum et le maximum des fournitures en valeur est conclu sous la forme d'un marché de clientèle aux termes de l'article 26 du décret ci – avant mentionné. Ledit marché de clientèle a été passé en violation des articles 26 et 28 du CMP de 2002 puisque conclu sans organisation d'une procédure préalable d'appel à la concurrence ou d'adjudication conformément aux dispositions de l'article 28 du décret 2002 - 550. En outre, le contrat ne comporte pas de clause de contrôle spécifique des prix de revient dans sa phase exécution conformément à l'article 75 du décret de 2007 – 545 du 27 avril 2007 et à l'article 151 alinéa 2 du NCMP. Ce contrôle aurait permis de constater que le prix de 325 000 F CFA la tonne facturé à la Ville de Dakar était au dessus du prix subventionné de 296 000 F CFA la tonne de riz parfumé simple et 308 000 F CFA la tonne pour le riz parfumé de luxe;2. un marché a été conclu avec la société SATTAR pour l'aménagement de la place du souvenir africain pour un montant de 1 820 366 712 F CFA TTC. Ce marché a été passé par entente directe autorisée par la CNCA en violation des dispositions des articles 75 et 76 du NCMP puisque les motifs invoqués à l'appui de la demande d'autorisation de passer un marché par entente directe ne sont pas compris dans les cas énoncés dans l'article 76 du décret 2002 – 550 du 30 mai 2002 ;3. les formalités de publicité édictées par les articles 81 à 85 du NCMP ne sont pas toujours respectées ;4. des déficiences importantes ont été notées dans le système de classement et d'archivage des documents de passation des marchés qui ont conduit à la non présentation de dossiers demandés pour un montant total estimé à 9 873 197 726 F CFA ou la présentation de dossiers incomplets. Ce faisant, les procédures de vérification appropriées n'ont pas pu être mises en œuvre pour nous assurer de l'existence desdits documents (cahier des charges, lettres de consultation, bon de commande, contrat, bon de livraison, PV de réception...) et de leur conformité aux prescriptions du NCMP.

1.2 FORMULATION DE RECOMMANDATIONS

RECOMMANDATIONS

Les principales recommandations formulées pour pallier les dysfonctionnements identifiés lors de notre revue sont résumées ci-après :

1. se conformer aux dispositions des articles 26 et 28 du CMP de 2002.
2. Se conformer aux dispositions des articles 75 et 76 qui organisent les marchés passés par entente directe ;
3. Veillez au respect des formalités de publicité telles que édictées par les articles 81 et 85 du NCMP ;
4. Se conformer aux recommandations de l'ARMP sur le classement et l'archivage des documents de passation des marchés.

1.3 TABLEAU RECAPITULATIF DES VIOLATIONS DU NCMP PAR MARCHE

Non conformités identifiées	ED N° 1	ED N° F-01-2008	ED N° J-13/2007	Avenant N° 2	AO N° 02/2008/DAF
Attributaires	Pharmacie Nationale d'Approvisionnement	Cheikh Ahmadou Sall	SATTAR	SATTAR	Cheikh Ahmadou Sall
Montants en F CFA TTC	105 000 000	150 000 000 - 200 000 000	1 820 366 712	442 364 837	237 000 000
Violation des dispositions relatives à l'article 9 portant sur l'évaluation du montant estimé des fournitures, services ou travaux, objet du marché et à l'existence de crédits budgétaires suffisants.	√				
Violation des dispositions relatives à l'article 13 portant sur les mentions obligatoires du cahier de charge et des contrats			√	√	
Violation de l'article 25 NCMP sur les marchés à commande et les marchés de clientèle					√
Violation des articles 26 et 28 du Code des Marchés Publics du 30 mai 2002		√			
Violation des dispositions des articles 75, 76 et 77 du Code des Marchés Publics du 30 mai 2002		√	√	√	
Violation des articles 75 et 76 NCMP sur les marchés passés par entente directe			√	√	√
Violation des dispositions de l'article 75 sur le contrôle spécifique des prix de revient durant l'exécution des prestations.	√				
Violation des obligations de publicité telles que définies par les articles 81 à 85 du NCMP					√
Violation de l'article 151-2 NCMP sur les marchés notifiés antérieurement à la date d'entrée en vigueur du NCMP		√	√	√	

Non conformités identifiées	AO N°1	AO N° 2	AO N° F-03-2008	AO N° 02/08/DAU/VD
Attributaires	Non attribué	Sen Environnement	Librairie Papeterie du Sénégal	KFE et Sahel Group
Montants en F CFA TTC	Non attribué	1 800 000 000	32 225 500	667 731 561
Violation des dispositions relatives à l'article 13 portant sur les mentions obligatoires du cahier de charge et des contrats		√		
Violation des articles 19 à 22 NCMP sur les prix fermes et prix révisables				√
Violation de l'article 45- g NCMP sur les renseignements et justifications à fournir	√			
Violation des dispositions de l'article 65 NCMP portant sur les appels d'offres infructueux et appels d'offres sans suite	√			
Non respect des obligations de publicité telles que définies par les articles 81 à 85 du NCMP			√	
Violation des articles 91 à 96 NCMP portant sur les avances				√

Non conformités identifiées	AO N° 04/08/DAU/VD	AO N° 09/08/DAU/VD	AO N° 10/08/DAU/VD	Avenant N° 1 au marché T-12-2007
Attributaires	Entreprise Kébé Kheweul BTP	Entreprise Touba BTP	KFE	ERT
Montants en F CFA TTC	107 982 095	81 570 332	215 265 040	1 339 125 908
Violation des dispositions relatives à l'article 13 portant sur les mentions obligatoires du cahier de charge et des contrats				√
Violation des articles 19 à 22 NCMP sur les prix fermes et prix révisables	√	√	√	
Violation de l'article 45 NCMP sur les renseignements et justifications à fournir				√
Violation des articles 91 à 96 NCMP portant sur les avances	√	√	√	√

Non conformités identifiées	DRP N° 1 : Entretien des bassins publics (rond point RST, place Washington)	DRP N° 2 : Travaux de peinture de l'Hôtel de Ville de Dakar	DRP N° 3 : Travaux d'aménagement en espaces verts à Sacré cœur II Jardin I	DRP N° 4 : Travaux de réfection extérieure du centre des HLM
Attributaires	SENSEC	Darou Salam Doyoli	Etablissement COURA	POLISYS
Montants	12 744 000	9 952 415	4 914 700	15 849 760
Violation de l'article 6 NCMP sur l'inscription de tous les marchés prévus sur le PPM	√	√	√	√
Violation de l'article 13 NCMP sur les mentions obligatoires	√	√	√	√

Non conformités identifiées	DRP N° 5 : Travaux de réhabilitation du Centre Talibou Dabo de Grand Yoff	DRP N° 6: Travaux de réfection du Centre de Santé de Ouakam	DRP N° 7: Travaux de l'illumination Ville de Dakar	DRP N° 8 : Fournitures Scolaires
Attributaires	TBC	ETS A.K.M	SATTAR	PAPEX
Montants	10 650 680	19 719 688	23 600 000	24 470 000
Violation de l'article 6 NCMP sur l'inscription de tous les marchés prévus sur le PPM	√	√	√	√
Violation de l'article 13 NCMP sur les mentions obligatoires	√	√	√	√
Violation des dispositions de l'article 53 NCMP sur les seuils de passation des marchés				√

Non conformités identifiées	DRP N° 9 : Mobilier de bureau	DRP N° 10 : Imprimés et registres	DRP N° 11 : Produits d'entretien de la piscine olympique	DRP N° 12 : Achat chlore en granule et crépine
Attributaires	Ets NAZIR	Ets N.A.G.N	SENSEC	SENSEC
Montants	14 500 000	4 262 750	3 214 910	1 634 300
Violation de l'article 6 NCMP sur l'inscription de tous les marchés prévus sur le PPM	√	√	√	√
Violation de l'article 13 NCMP sur les mentions obligatoires	√	√	√	√
Violation de l'article 53 du NCMP sur les seuils et champs d'application des procédures	√			

Non conformités identifiées	DRP N° 13 : Achat chlore en granule, floculant, acide chlorhydrique et algicide	DRP N° 14 : Achat chlore en granule et chlore en poudre	DRP N° 15 : Achat chlore en granule, floculant, acide chlorhydrique et algicide	DRP N° 16 : Changement de la boulonnerie étoupe par le tourneur	DRP N° 17 : Achat chlore en granule et floculant
Attributaires	SENSEC	SENSEC	SENSEC	SENSEC	SENSEC
Montants	1 866 760	365 800	1 728 110	265 500	2 138 750
Violation de l'article 6 NCMP sur l'inscription de tous les marchés prévus sur le PPM	√	√	√	√	√
Violation de l'article 13 NCMP sur les mentions obligatoires	√	√	√	√	√

SECTION 2

CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2008 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des présents termes de référence.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

La mission a pour objectif principal de vérifier le processus de passation des marchés ainsi que les contrats signés entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2008 et financés sur ressources internes, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- recommandations pour le futur.

2.3 TACHES DU CONSULTANT

Les services requis du consultant portent principalement sur la vérification de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés financés au moyen des ressources internes de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budgets des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budgets des collectivités locales), la formulation de recommandations tant au niveau

organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés.

Le consultant devra notamment :

- sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon devra être composé comme suit :
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
 - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, le consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- le consultant devra assurer une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites institutions.

Le consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

2.4 RAPPORTS ATTENDUS ET DUREE DE LA MISSION

1. Le Consultant devra produire
 - un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2,5 mois après le début des prestations et,
 - un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports doivent aussi être soumis sur support informatique (CD).
2. Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports du consultant doivent contenir, au moins, un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes) comprenant une analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous-rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

SECTION 3

APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

3.1 REVUE DES TEXTES

Nous avons fait à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle à priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 e du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant règlement général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 96 - 06 du 22 mars 1996 portant Code des Collectivités locales ;

- loi 96 - 07 du 22 mars 1996 portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales ;
- loi n° 96-09 du 22 mars 1996 fixant l'organisation administrative et financière de la commune d'arrondissement et ses rapports avec la ville ;
- loi 96 - 10 du 22 mars 1996 modifiant la loi n° 72 - 02 du 1er février 1972 relative à l'organisation de l'Administration territoriale ;
- décret 96 - 1124 du 27 décembre 1996 fixant le montant des marchés des collectivités locales soumis à approbation préalable du représentant de l'Etat et de fonctionnement des Agences Régionales de Développement.

3.2 ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de la Ville de Dakar pour apprécier la capacité des structures à mettre en œuvre de manière efficace les procédures de contrôle des opérations de passation des marchés par la mise en œuvre des modules d'analyse et d'évaluation ci - après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place en application des dispositions de l'article 35 du NCMP (CM, CPM), des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique,
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre,
- contrôle de la régularité des dépenses,
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

3.3 VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu de la Mairie de la Ville de Dakar avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Ces contrôles ont porté sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation,
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes,
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels,
- au contenu des dossiers d'appel à candidatures,
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- au respect des délais de passation des marchés,
- au contenu des procès verbaux d'ouverture des offres,
- au contenu des procès verbaux ou rapports d'évaluation technique des offres,
- au contenu des procès verbaux ou rapports d'évaluation financière des offres,
- au contenu des procès verbaux d'attribution provisoire,
- à l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- au contenu des lettres de notification,
- à la publicité des attributions provisoires et / ou définitives et au contenu des avis,
- à l'information des soumissionnaires non retenus,
- au respect des délais de passation des marchés,
- au respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement à l'application des clauses de pénalités,
- au contenu des contrats et au respect des dispositions relatives au paiement,
- au recueil des garanties (garantie de soumission ou garantie de bonne exécution), à leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et à leur durée de validité,
- à la vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- à la réception effective des biens et services,
- aux paiements effectués en relation avec les clauses contractuelles....

SECTION 4

RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DE NOS TRAVAUX

4.1 OBSERVATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES.

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons procédé à la revue du plan de passation des marchés préparé par la Ville de Dakar et transmis à la DCMP, de l'état d'exécution dudit plan et de l'avis général de passation des marchés. Le rapprochement de ce PPM avec l'état d'exécution du PPM a permis de constater que plusieurs marchés approuvés en 2008 ne figuraient pas dans le PPM. Il s'agit, pour la plupart de marchés finalisés en 2008 mais pour lesquels la procédure de lancement avait été enclenchée antérieurement. Nous constatons également que les DRP ne sont pas incluses dans le PPM puisque le NCMP n'en fait pas expressément une obligation pour les autorités contractantes.

Les arrêtés portant création de la Cellule de Passation des Marchés et de la Commission des Marchés au titre de l'exercice 2008 ne nous ont pas été transmis ; les copies des attestations de prise de connaissance, par les membres de ces structures, de la Charte d'Ethique et de Transparence en matière de Marchés Publics non plus ne nous ont pas été transmises (décret 2005-575 du 22 juin 2005 portant approbation de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 alinéa 5 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics). Ce faisant, nous ne pouvons pas nous prononcer sur la conformité de ces documents par rapport aux dispositions de l'arrêté 11 586 pris en application de l'article 35 du NCMP.

La Commission des Marchés de la Ville de Dakar n'a pas élaboré de rapport annuel comme l'y invite le NCMP tout comme la Cellule de Passation des Marchés n'a pas non plus confectionné et transmis ses rapports trimestriels.

Rappel des seuils applicables à la Ville de Dakar en vertu de l'arrêté 11 580 du 28 décembre 2007

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAPEV	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Travaux	25	250	100	800
Fournitures et services	15	150	40	400
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350

4.2 PERIMETRE COUVERT

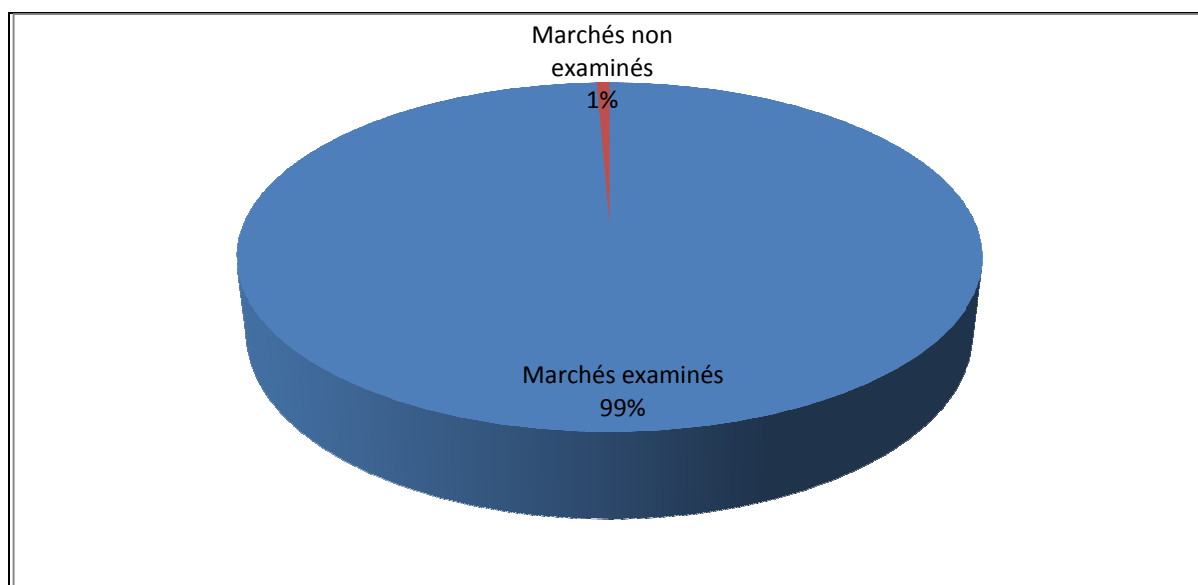
La situation d'exécution du plan de passation des marchés de 2008 s'établit comme suit :

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés présentés au titre de la gestion 2008		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appels d'offres ouverts (AOO)	15	9 700 050 289	13	9 441 084 832	86,67%	97,33%
Appel d'offres restreint (AOR)						
Avenants	4	5 086 135 010	4	5 086 135 010	100%	100%
Demandes de Proposition (DP)						
Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)	Non communiqué	Non communiqué	17	151 878 123		
Ententes directes (ED)	3	2 025 366 712	3	2 025 366 712	100%	100%
TOTAL	22	16 811 552 011	37	16 704 464 677		99,34%

4.3 EXAMEN DES MARCHES

L'état d'exécution du plan de passation des marchés de la Ville de Dakar qui nous a été transmis comportait 9 appels d'offres, 1 avenant et 2 ententes directes.

Les recoupements effectués nous ont permis de reconstituer l'état d'exécution du plan de passation des marchés qui comprend en définitive 3 marchés passés par ententes directes, 15 marchés conclus par appels d'offres et 4 avenants. Nous avons couvert dans le cadre de nos contrôles l'intégralité des ententes directes et des avenants, 13 appels d'offres et avons constitué un échantillon de 17 DRP.



4.3.1 MARCHES CONCLUS PAR ENTENTE DIRECTE

Les principales constatations sont présentées ci – après :

ED – ACHAT DE MEDICAMENTS

**ATTRIBUTAIRE : PHARMACIE NATIONALE D'APPROVISIONNEMENT (PNA)
pour un montant de 105 000 000 F CFA**

Non conformité

- ce marché conclu par entente directe autorisée par la DCMP ne comporte pas de clause relative au contrôle des prix de revient comme l'exige l'article 75 du NCMP. Par ailleurs, ce marché n'a pas été exécuté en raison des impayés antérieurs pour insuffisance de crédit en violation de l'article 9 du NCMP.

Recommandation

- le marché par entente directe ne peut être passé qu'avec des entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires de services qui acceptent de se soumettre à un contrôle spécifique des prix de revient durant l'exécution des prestations conformément à l'article 75. Par ailleurs, l'autorité contractante doit s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants afin de respecter ses engagements financiers contractuels.

ED - N° F-01-2008 ACHAT DE DENREES ALIMENTAIRES - RIZ PARFUME

ATTRIBUTAIRE : Cheikh Ahmadou Sall - Commerçant pour un montant minimum de 150 000 000 F CFA et maximum de 200 000 000 F CFA

Date de souscription : 31 décembre 2007

Date d'approbation : 05 mars 2008 (lettre N° 442/P/D/DK portant arrêté N° 46/P/D/DK du 05 mars 2008)

Date de notification : 07 mars 2008

Existence de crédits : 2 certificats financiers :

- Service : 509 Dépenses Diverses – Compte : 6499 – Montant : 100 Millions
- Service : 451 Santé Hygiène Actions Sociales – Compte 6469 – Montant : 100 Millions

Délai d'exécution : 1 an

Non conformités

- ce marché qui fixe le minimum et le maximum des fournitures en valeur est réputé conclu sous la forme d'un marché de clientèle aux termes de l'article 26 du décret 2002 – 550 du 30 mai 2002 portant CMP. Rappelons pour mémoire que les dispositions du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 ne s'appliquent pas pour la passation de ce marché dès lors que l'avis a été lancé avant l'entrée en vigueur du

NCMP qui est intervenu en janvier 2008. Le NCMP ne sera par conséquent applicable à ce marché que dans sa phase d'exécution conformément à son article 151 alinéa 2. Ce marché de clientèle a été passé en violation du décret 2002 – 550 en ses articles 26 et 28 puisqu'il ne pouvait être passé qu'à la suite d'une procédure préalable d'appel à la concurrence ou d'adjudication ;

En résumé, ce marché a été passé en violation des articles 26, 28, 76 et 77 du décret 2002 – 550 du 30 mai 2002 portant CMP ;

- le prix facturé à la Ville de Dakar est de 325 000 F CFA par tonne de riz parfumé alors que le prix du marché se situait, à cette époque, à 296 000 F CFA la tonne de riz parfumé simple (y compris la subvention de 35 000 F CFA payée aux importateurs par l'Etat) et 308 000 F CFA la tonne pour le riz parfumé de luxe (y compris la subvention de 48 000 F CFA payée aux importateurs par l'Etat).

Recommandations

- les marchés avec des minima et des maxima sont mentionnés dans le CMP de 2002 comme étant des marchés de clientèle. Dès lors, ces marchés doivent préalablement être passés par appel d'offres ou adjudication selon la terminologie consacrée par le décret de 2002 avant d'être conclus conformément aux articles 26 et 28 du décret 2002 – 550 du 30 mai 2002 portant CMP ;
- le marché aurait dû prévoir une clause de contrôle spécifique des prix de revient dans sa phase exécution conformément aux articles 75 et 151 - 2 du décret de 2007 – 545 du 27 avril 2007 portant NCMP. Il aurait fallu, par conséquent, dans la formulation des clauses contractuelles, tenir compte de ces particularités relatives à l'exécution d'un marché notifié après la mise en vigueur du NCMP mais lancé sous le régime du code des marchés de 2002.

ED N° J-13-2007 AMENAGEMENT DE LA PLACE DU SOUVENIR AFRICAIN

ATTRIBUTAIRE : SATTAR pour un montant de 1 820 366 712 F CFA TTC

Avenant N° 2 pour un montant de 442 364 837 F CFA TTC

Date de souscription : 26 décembre 2007

Date d'approbation : par arrêté préfectoral N° 06/P/D/DK du 04 janvier 2008

Date de notification : 07 janvier 2008 (lettre N° 008 du 07 janvier 2008)

Délai d'exécution: 12 mois

Existence de crédits : Certificat financier signé par le Receveur municipal en date du 26 décembre 2007

Non conformités

- ce marché par entente directe a été conclu au motif que l'Etat a demandé à la Ville de Dakar de donner sa contribution à la prise en charge le reliquat du coût des travaux confiés à l'entreprise SATTAR sans aucune justification qui soit en conformité avec l'article 76 du décret 2002 – 550 du 30 mai 2002 ;
- le marché ne prévoit aucune clause qui soumet son titulaire à un contrôle spécifique des prix de revient tel que précisé par l'article 75 du NCMP puisque dans sa phase

exécution, il doit être soumis au décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant NCMP conformément à son article 151 alinéa 2 ;

- l'avenant N° 1 approuvé le 31 janvier 2008 et qui est sans incidence financière puisque motivé par un simple changement de compte bancaire pour les paiements en faveur de l'entrepreneur n'a pas été soumis à la DCMP pour numérotation;
- l'avenant N° 2 à ce marché, équivalent à 24,30 % du montant initial et approuvé le 19 février 2009, n'a pas fait l'objet d'un devis détaillé des travaux ce qui a entraîné des observations de la DCMP avant autorisation. Cet avenant N° 2 immatriculé sous le numéro T-0150/99 en date du 23 février 2009, notifié à l'entreprise à la date du 24 février 2009, ne comporte aucune clause indiquant le délai d'exécution des travaux complémentaires estimés à la somme de 442 364 837 F CFA TTC.

Recommandations

- l'entente directe est un mode de passation bien encadré par l'article 76 du décret 2002 – 550 portant CMP. Elle ne peut être motivée par une simple injonction d'une autorité supérieure. Le respect des dispositions des articles 75 et 76 du CMP, s'impose aussi bien à l'autorité contractante qu'à la DCMP ;
- tout avenant à incidence financière doit faire l'objet d'un devis détaillé (de travaux, de fournitures ou de services) sans jamais dépasser les 30 % du marché initial. De même, les délais d'exécution des prestations complémentaires doivent être précisés tout comme les montants des garanties doivent être ajustés pour tenir compte de l'augmentation des coûts.

4.3.2 MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES

La Ville de Dakar a conclu au cours de l'exercice sous revue, quinze marchés par la procédure d'appel d'offres ouvert sur les quarante cinq initialement prévus dans son Plan de Passation des Marchés ; quatre marchés déjà attribués sont toujours dans le circuit d'approbation (AOO N° 2, 4, 9, 10).

Les principales constatations sont présentées ci – après :

DAO N°F-0259/09 (AO N° 02/2008/DAF/VD) ACHAT DE DENREES ALIMENTAIRES (RIZ ET SUCRE)

ATTRIBUTAIRE : Cheikh Ahmadou Sall - Commerçant pour un montant de 237 000 000 F CFA TTC (opération lancée en 2008)

Date de souscription : 10 avril 2009

Date d'approbation : 10 avril 2009 (lettre N° 831 du 07 avril 2009 portant arrêté N° 53/P/DK du 10 avril 2009)

Date d'immatriculation DCMP : 15 avril 2009

Date de notification : 16 avril 2009

Existence de crédits : 2 certificats financiers

- Service : 451 – Compte : 6469 – Montant : 137 Millions
- Service : 509 – Compte : 6499 – Montant : 100 Millions

500 000 F CFA la tonne de riz parfumé et 395 000 F CFA la tonne de riz non parfumé
675 000 F CFA la tonne de sucre

Non conformités

- ce marché par appel d'offres pour l'achat de denrées alimentaires (riz et sucre) fait suite à une entente directe autorisée par la CNCA. L'achat de riz parfumé a été effectué avec le même fournisseur qui était attributaire de l'entente directe évoquée ci - avant. Cette entente directe avait été autorisée en violation des dispositions des articles 75 et 76 du NCMP mais de surcroît, le renouvellement de l'opération au cours du même exercice illustre un fractionnement des marchés qui aurait pu être évité avec la conclusion d'un marché à commande conformément à l'article 25 du NCMP. Nous notons également que le prix de la tonne de riz parfumé est facturé à la Ville de Dakar 500 000 F CFA. Ce prix est au dessus du prix du marché, qui à cette époque (période allant de janvier au 7 août 2008), se chiffrait à 285 000 F CFA la tonne de riz non parfumé (y compris la subvention de 35 000 F CFA payée aux importateurs par l'Etat), 296 000 F CFA la tonne de riz parfumé simple et 308 000 F CFA la tonne pour le riz parfumé de luxe (y compris la subvention de 48 000 F CFA payée aux importateurs par l'Etat). La mise en œuvre de la procédure, a priori concurrentielle, d'appel d'offres ne garantit pas dans le cas d'espèce l'acquisition du riz dans des conditions économiques puisque il y'a eu manifestement une surfacturation. Notons par ailleurs que nous n'avons pas pu disposer des offres des autres soumissionnaires pour effectuer une étude comparée des prix proposés par les différents candidats et apprécier leur niveau au regard des mesures d'encadrement du prix du riz. En effet, à cette époque, l'Etat octroyait aux importateurs une subvention sur chaque tonne de riz vendu afin de maintenir le prix au consommateur à un niveau acceptable. En 2008, cette subvention était de 35 000 F CFA sur le riz non parfumé, 40 000 F CFA sur le riz parfumé simple et 48 000 F CFA sur le riz parfumé de luxe. En 2009, le prix du riz non parfumé est de 195 000 F CFA la tonne, le riz parfumé simple est facturé 290 000 F CFA la tonne et le riz parfumé de luxe se chiffre à 330 000 F CFA la tonne;
- l'évaluation des offres a donné lieu à l'établissement d'un document unique appelé procès verbal de dépouillement et d'adjudication qui regroupe en même temps le procès verbal d'ouverture des plis et le procès verbal d'attribution provisoire. Le NCMP prévoit d'élaborer deux documents distincts et le procès verbal d'attribution provisoire est toujours consécutif à un rapport d'analyse et d'évaluation technique élaboré par une commission technique désignée par la Commission des Marchés dans le procès verbal d'ouverture ;
- le déroulement de la procédure a été ponctué par plusieurs non conformités relevées par ailleurs par la DCMP, à l'examen juridique et technique à savoir :
 - le défaut de publicité de l'avis d'attribution provisoire (cf. article 84 du NCMP),
 - la non-conformité d'une facture pro-forma ou d'un bordereau quantitatif estimatif en tenant lieu,

- la non indication dans le projet de marché des modalités de règlement.

Recommandations

- il est fortement conseillé aux autorités contractantes d'utiliser les modèles - types élaborés par l'ARMP concernant essentiellement les procès verbaux (d'ouverture des plis, d'attribution provisoire) ainsi que les CCAG et les CPS afin d'uniformiser les bonnes pratiques de passation des marchés conformément au NCMP. A cet effet, des sessions de formation spécifiques sont organisées par l'ARMP à l'intention des autorités contractantes ;
- la terminologie applicable aux marchés publics a beaucoup évolué avec le NCMP. A ce titre, il faut noter qu'on parle désormais de procès verbal d'ouverture des plis au lieu de procès verbal de dépouillement, de procès verbal d'attribution provisoire au lieu de procès verbal d'adjudication, etc. A cet effet, les sessions de formation sont fortement conseillées aux acteurs de la passation des marchés (membres de commission des marchés, cellule de passation des marchés des autorités contractantes) ;
- les offres de tous les soumissionnaires doivent être classées dans les dossiers de passation des marchés pour permettre la mise en œuvre des travaux de vérification de la conformité des documents au NCMP ;
- la publicité dans les journaux quotidiens à grand tirage est essentielle dans les procédures de passation des marchés, sous peine de nullité, notamment aux étapes ci-après :
 - avis général de passation des marchés (AGPM),
 - avis spécifique d'appel à candidature (DAC),
 - avis d'attribution provisoire,
 - avis d'attribution définitive,
- les projets de marché, par nature (travaux, fournitures, services et prestations intellectuelles) doivent être substantiellement conformes aux modèles-types élaborés par l'ARMP et comporter certaines clauses fondamentales telles que :
 - le montant (TTC, HTVA ou HT/HD),
 - le délai d'exécution ou de fourniture,
 - les modalités de règlement ;
- le marché doit toujours comporter, en annexe, le bordereau quantitatif estimatif, le devis ou la facture pro - forma en tenant lieu. Ceci est de nature à justifier le montant indiqué dans le marché.

DAO - ENTRETIEN ET REHABILITATION DU RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC DE LA VILLE DE DAKAR

Marche non attribué

Date de transmission de l'AO : 7 août 2008 WALFADJRI n° 4914 ET MESSENGER n° 1411

Date de dépôt des offres : 16 Septembre 2008

Délai de préparation des offres : 39 jours

Non conformités

- l'entreprise EERI n'a déposé qu'une seule garantie de soumission pour les six lots du marché alors que le DAO exigeait une caution pour chaque lot. C'est à la suite d'une discussion des membres de la commission des marchés, qu'il a été retenu d'accepter l'offre de EERI et d'affecter éventuellement la caution à un lot non précisé dans le procès verbal de dépouillement, en violation de l'article 45 alinéa 7 sur le défaut de garantie de soumission à l'ouverture des plis ;
- la commission a procédé à une correction arithmétique de l'offre d'EERI relative au lot 6 à 223 453 252 F CFA au lieu des 155 047 252 F CFA. Les offres n'étant pas jointes au dossier, il nous a été impossible de valider la conformité de cette correction avec les dispositions du NCMP ;
- après examen des offres financières, le Maire a estimé que les propositions des 3 entreprises (ERT, LSE et SLS) étaient surévaluées par rapport à celle de l'entreprise EERI et a décidé d'annuler l'appel d'offres, sans pour autant apporter la preuve que les offres étaient surévaluées. Cette annulation est faite en violation des dispositions de l'article 65 du NCMP ;
- le 25 août 2009, soit huit mois après la demande de la DCMP, la Ville de Dakar a adressé une lettre pour obtenir un avis de la DCMP sur les dispositions à prendre. Le même jour, la DCMP a demandé à la Ville de Dakar de procéder au lancement d'un nouvel appel d'offres. Au préalable, la Ville de Dakar devra lui soumettre le projet de dossier d'appel d'offres pour examen et inscrire le marché dans le Plan de passation des marchés de 2009.

Recommandations

- rejeter systématiquement les offres ne renfermant pas de garantie de soumission à l'ouverture des plis ;
- les corrections des offres doivent être effectuées dans les cas spécifiques prévus dans le NCMP ;
- les appels d'offres ne sont déclarés sans suite que lorsque les conditions prévues dans l'article 65 du NCMP sont réunies.

DAO - FOURNITURE ET INSTALLATION DE MATERIEL D'ECLAIRAGE PUBLIC SOLAIRE DANS LA VILLE DE DAKAR

ATTRIBUTAIRE : SEN ENVIRONNEMENT pour un montant de 1 800 000 000 F CFA TTC

Date de publicité de l'AO: 7 août 2008 WALFADJRI n° 4914 ET MESSENGER n° 1411 (autre parution dans la presse en date du 19 septembre 2008, fixant la nouvelle date au 6 octobre au lieu du 30 septembre 2008)

Date de dépôt des offres : 10 septembre 2008

Délai de préparation des offres : 1 Mois

Date d'ouverture des plis : 6 octobre 2008

Date d'attribution : 9 octobre 2008

Avis DCMP sur l'attribution provisoire : 3 décembre 2008

Non conformités

- les offres des différents soumissionnaires n'ont pas été jointes au dossier qui nous a été transmis. Par ailleurs, les compléments de pièces administratives réclamés aux soumissionnaires dans le procès verbal d'ouverture n'ont pas fait l'objet d'un suivi formel avant l'attribution provisoire. Ainsi, ni le rapport d'évaluation, ni le procès verbal d'attribution ne mentionnent la régularisation des dossiers administratifs par les soumissionnaires ayant déposé un dossier incomplet ;
- la Ville de Dakar a attesté sur l'honneur que SEN ENVIRONNEMENT désigné attributaire du marché dispose d'une bonne expérience en matière d'électrification publique et d'une capacité technique dans le domaine solaire dans une correspondance adressée le 24 novembre 2008 à la DCMP. Nous estimons qu'il n'est pas du devoir de la Ville de Dakar de fournir des attestations sur l'honneur au profit d'un soumissionnaire par respect des principes d'équité et d'égalité des soumissionnaires ;
- la réception des fournitures et travaux relatifs à ce marché n'est pas matérialisée dans le dossier.

Recommandations

- constituer les dossiers de passation de marchés conformément aux instructions de l'ARMP en la matière ;
- matérialiser la régularisation des dossiers administratifs dans le procès verbal d'évaluation et la proposition d'attribution ;
- veiller à être équidistant des soumissionnaires et ne pas attester sur l'honneur au profit de l'un d'entre eux ;
- matérialiser les réceptions de fournitures et travaux et classer les procès verbaux de réception dans les dossiers de passation pour attester du caractère effectif des dépenses réglées.

AOO N° F - 03 - 2008 ACQUISITION DE FOURNITURES SCOLAIRES

ATTRIBUTAIRE : LIBRAIRIE PAPETERIE DU SENEGAL pour un montant de 32 225 500 F CFA TTC

Date de publication du DAO : 30 et 31 août « LE SOLEIL » et « THIEY » du 02, 04 et 05 septembre 2008

Date de dépôt des offres : 07 octobre 2008

Délai de préparation des offres : 1 mois

Date d'attribution: 07 octobre 2008

Date d'approbation:

Date de notification:

Délai d'exécution : 15 jours

Non conformités identifiées

- les avis d'attribution tant provisoire que définitif n'ont pas été publiés en violation des articles 81, 83 et 84 du NCMP ;

- le marché n'est pas notifié par l'autorité contractante à l'attributaire du marché en violation de l'article 83 du NCMP.

Recommandations

- la publication des avis d'attribution provisoire et définitive est obligatoire et doit se faire dans les mêmes conditions que les avis d'appel à la concurrence ;
- la notification est obligatoire du fait que le marché ne produit d'effet à l'égard de l'attributaire qu'à compter de la date de sa notification, en vertu de l'article 83 du NCMP.

Le tableau récapitulatif ci – après fait la synthèse des anomalies identifiées lors de l’examen des appels d’offres y mentionnés :

Description	APPELS D’OFFRES			
	ENTRETIEN DES JARDINS ET PLACES PUBLICS (Place de la Nation, Place Sfax, Place du Tirailleur, Rond Point Oran)	ENTRETIEN DES JARDINS ET PLACES PUBLICS (Hôtel de Ville, Place de l’Indépendance)	TRAVAUX DE MODERNISATION DU RESEAU D’ECLAIRAGE PUBLIC DE LA VILLE DE DAKAR	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES EQUIPEMENTS DU RESEAU DE L’ECLAIRAGE PUBLIC
Attributaires	Entreprise SERIAN	Entreprise SERIAN	ENTREPRISE ERT	ENTREPRISE ETDE
Montants des marchés de	21 948 000	23 364 000	3 000 002 500	2 053 995 804
Avenants			1 550 648 461	1 753 995 804
Délai d’exécution	12 mois			
Taux d’augmentation par rapport à l’art. 24 du NCMP			51,69%	85,39%
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - les dossiers de passation ne comprennent que l’offre de l’attributaire. Les pièces administratives réclamées aux soumissionnaires au regard des articles 43, 45 et 46 du NCMP qui déterminent les conditions d’éligibilité à la commande publique ne figurent pas non plus dans les dossiers ; - les dossiers de passation des marchés ne comportent pas les informations relatives à la notification de l’attribution ni les copies des lettres d’information des fournisseurs non retenus ; - les cahiers de charges, les procès verbaux d’ouverture des plis, d’évaluation des offres et d’attribution ne sont pas versés dans les dossiers de passation en violation de l’article 10 du NCMP. 			
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - verser tous les documents de passation dans le dossier de marchés ; - procéder à la rédaction de procès verbaux en bonne et due forme à chacune des étapes de la sélection des fournisseurs ; - les documents de passation, de suivi de l’exécution et de gestion des marchés doivent être classés conformément aux prescriptions de l’ARMP. 			

APPELS D'OFFRES				
Description	N° 02/08/DAU/VD 08 AMENAGEMENT DES GRANDS ARTERES DE LA VILLE DE DAKAR POUR DEUX (2) LOTS	N° 04/08/DAU/VD / 2008 CONSTRUCTION ET REHABILITATION D'EQUIPEMENT SOCIO- EDUCATIFS ET SPORTIFS CITE DJILY MBAYE	N° 09/08/DAU/VD 2008 RECONSTRUCTION DE L'ARENE ADRIEN SENGHOR	N° 10/08/DAU/VD 08 RECONSTRUCTION DU MUR DE CLOTUIRE DU CIMETIERE MUSULMAN DE YOFF
Date de dépôt des offres	06 Octobre 2008		7 Octobre 2008	
Date d'attribution:	27 Octobre 2008			
Attributaires	lot n°1 : K.F.E lot n°2 : Sahel-Group	ENTREPRISE KEBE KHEWEUL BTP	ENTREPRISE TOUBA BTP	K.F.E
Montants	lot n°1 : 289 565 426 lot n°2 : 378 166 135	107 982 095	81 570 332	215 265 040
Non conformités	<ul style="list-style-type: none">- les dossiers d'appel d'offre ne sont pas conformes aux documents-types élaborés par l'ARMP. Les marchés ne sont pas approuvés et notifiés alors que la période de validité des offres et des cautions a expiré. Ces marchés ne comportent pas de clause d'actualisation (article 21 du NCMP) alors que la période de validité des offres a expiré sans que lesdits marchés ne soient notifiés et a fortiori exécutés ;- les projets de marché ne prévoient pas le paiement d'une avance de démarrage pour des marchés dont les montants varient entre cent et quatre cent (400) millions de F CFA. Au regard des dispositions des articles 91 à 96 du NCMP, cette situation constitue un abus. Ce qui peut être jugé abusif au vu de l'article 91 du NCMP. Outre les retards que cette situation peut induire pour l'exécution des travaux, ces conditions de paiement drastiques imposées aux prestataires sont génératrices de surcoûts avec l'intégration de frais financiers dans les soumissions financières ;- les marchés ne sont pas numérotés et les lettres de notification ne sont pas classées dans le dossier.			
Recommandations	<ul style="list-style-type: none">- des documents – types pertinents ont été élaborés pour l'ensemble des procédures de passation des marchés publics. Leur utilisation permet d'éviter des anomalies de forme et de fond notamment lors de la confection des dossiers d'appel d'offres (C.C.A.G, C.P.S, C.P.T, etc.) ou de la rédaction des différents procès verbaux (ouverture des plis, attribution provisoire, etc.) ;- dans le cas de marchés non attribués au-delà de la période de validité des offres et des garanties de soumissions, l'Autorité Contractante doit veiller à demander aux soumissionnaires la prorogation des durées de validité des offres et des garanties ;- en matière d'avance de démarrage, il faut rester conforme à l'esprit du NCMP (article 91) notamment si l'autorité contractante ne maîtrise pas les délais d'attribution provisoire (actualisation) et les délais d'exécution (révision). Une clause abusive consistant à refuser systématiquement toute avance de démarrage peut avoir des retombées négatives sur l'exécution du marché surtout en cas de montants élevés ;- l'Autorité contractante peut dans un souci d'équité, prévoir dans les marchés des formules d'actualisation et de révision de prix conformément aux termes du NCMP (articles 19, 20, 21 et 22) leur application n'étant pas automatique puisque fonction des conditions économiques du marché dans le cadre de variations prévisibles ;- la numérotation des marchés doit être requise auprès de la DCMP qui s'assure auparavant de la bonne fin de toutes les procédures, procède à l'immatriculation du marché avant d'autoriser sa notification au titulaire.			

MARCHE INITIAL N° T-12-2007 TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU RESEAU PRESIDENT

Date de souscription : 18 décembre 2007

Date d'approbation : 04 janvier 2008

Date de notification : 07 janvier 2008

Délai d'exécution : 6 mois

ATTRIBUTAIRE : Etudes-Réalisations-Techniques (ERT) pour un montant de 1 539 125 908 F CFA TTC

Il est prévu dans le contrat de base que « le montant de l'engagement au titre de la gestion 2007 s'élève à 200 000 000 F CFA TTC. Le reliquat soit 1 339 125 908 F CFA TTC fera l'objet d'un avenant au cours de la gestion budgétaire 2008. »

Certificat financier du 19 décembre 2007 pour un montant de 200 000 000.

AVENANT N° 1 AU MARCHE T-12-2007 TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC DE LA VDN ET DE LA ROUTE DU MERIDIEN PRESIDENT

ATTRIBUTAIRE: Etudes- Réalisations- Techniques (ERT) pour un montant de 1 339 125 908 F CFA TTC

Objet de l'avenant : le présent avenant a pour objet la constatation de l'engagement du reliquat du marché n° T-12-2007.

Date de souscription : 29 janvier 2008

Date d'approbation : 07 mai 2008

Date de notification : 29 mai 2008

Certificat financier du 18 février 2008 pour un montant de 1 339 125 908 F CFA.

Non conformités

Il est mentionné dans le contrat que « l'entrepreneur est astreint à un cautionnement de 12% du montant du marché. »

Ce sont les 2 factures pro forma qui ont été jointes au marché initial qui ont été rattachées à l'avenant alors qu'il s'agit ici du reliquat de 1 339 125 908 F CFA qui doit être facturé.

Seuls les contrats, factures pro forma et certificat financier ont été versés au dossier. Tout autre document (PV d'ouverture des plis, d'évaluation, d'attribution, de réception des travaux, facture définitive, ...) relatif à la passation des marchés n'ont pas été joints au dossier.

Recommandations

- joindre tous les documents relatifs à la procédure des marchés,
- se conformer au NCMP.

4.3.3 LES MARCHES CONCLUS A LA SUITE D'UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Il convient de préciser que la Ville de Dakar n'a pas produit de situation récapitulative des DRP émises en 2008. Pour les besoins de nos travaux, nous avons sélectionné, à partir du compte administratif de l'exercice 2008, les paiements les plus significatifs et avons effectué un recouplement du cumul desdites dépenses avec les fiches d'engagement et les bons de commande émis et imputés sur les rubriques de dépenses sélectionnées. L'examen des dossiers de commande a permis de constater que pour l'essentiel, des consultations formelles n'ont pas été effectuées et que le choix des attributaires a été effectué à la discrétion du Maire. Nous avons également noté une pratique du fractionnement des commandes notamment pour les marchés relatifs à la location de matériels de terrassement, la location de véhicules, l'achat de fournitures de bureau, l'achat de produits d'entretien, l'entretien des bassins publics, l'entretien des espaces verts, l'aménagement des centres sportifs.... qui sont conclus par des commandes directes ou des DRP non formalisées alors que le cumul des dépenses effectuées sur chacune de ces rubriques dépasse largement le seuil de passation des marchés par appel d'offres.

Les tableaux récapitulatifs ci – après font la synthèse des anomalies que nous avons identifiées lors de l'examen des dépenses sélectionnées.

DESCRIPTION	DRP N°1 : ENTRETIEN DES BASSINS PUBLICS (ROND POINT RST, PLACE WASHINGTON)	DRP N° 2 : TRAVAUX DE PEINTURE DE L'HOTEL DE VILLE DE DAKAR	DRP N° 3 : TRAVAUX D'AMENAGEMENT EN ESPACES VERTS A SACRE CŒUR II JARDIN I	DRP N° 4 : TRAVAUX DE REFECTION EXTERIEURE DU CENTRE DES HLM
Attributaires	SENSEC	Darou Salam Doyoli	Etablissement COURA	POLISYS
Montants	12 744 000	9 952 415	4 914 700	15 849 760
Passation et exécution de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés conformément aux dispositions de l'article 6 du NCMP	√	√	√	√
les documents tels que les procès verbaux de dépouillement, d'évaluation des offres et d'attribution ne sont pas versés au dossier de passation	√	√	√	√
Non inscription des mentions obligatoires dans le contrat	√	Bon de commande ou Contrat non transmis	Bon de commande ou Contrat non transmis	Bon de commande ou Contrat non transmis

DESCRIPTION	DRP N° 5 : TRAVAUX DE REHABILITATION DU CENTRE TALIBOU DABO DE GRAND YOFF	DRP N° 6 : TRAVAUX DE REFECTION DU CENTRE DE SANTE DE OUKAM	DRP N° 7 : TRAVAUX DEL'ILLUMINATION VILLE DE DAKAR	DRP N° 8 : FOURNITURES SCOLAIRES
Attributaires	TBC	ETS A.K.M	SATTAR	PAPEX
Montants	10 650 680	19 719 688	23 600 000	24 470 000
Passation et exécution de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés conformément aux dispositions de l'article 6 du NCMP	√	√	√	√
les documents tels que les procès verbaux de dépouillement, d'évaluation des offres et d'attribution ne sont pas versés au dossier de passation	√	√	√	√
Non respect des dispositions de l'article 53 sur les seuils de passation des marchés				√

DESCRIPTION	DRP N° 9 : MOBILIER DE BUREAU	DRP N° 10 : IMPRIMES ET REGISTRES	DRP N° 11 : PRODUITS D'ENTRETIEN DE LA PISCINE OLYMPIQUE
Attributaires	Ets NAZIR	Ets N.A.G.N	SENSEC
Montants	14 500 000	4 262 750	3 214 910
Passation et exécution de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés conformément aux dispositions de l'article 6 du NCMP	√	√	√
Procédure de sélection non formalisée ; les documents tels que les procès verbaux de dépouillement, d'évaluation des offres et d'attribution ne sont pas versés au dossier de passation	√	√	√
le montant du marché flirte avec le seuil de passation des marchés par appel d'offres	√		

DESCRIPTION	DRP N° 12 : ACHAT CHLORE EN GRANULE ET CREPINE	DRP N° 13 : ACHAT CHLORE EN GRANULE, FLOCULANT, ACIDE CHLORHYDRIQUE ET ALGICIDE	DRP N° 14 : ACHAT CHLORE EN GRANULE ET CHLORE EN POUDRE
Attributaires	SENSEC	SENSEC	SENSEC
Montants	1 634 300	1 866 760	365 800
Passation et exécution de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés conformément aux dispositions de l'article 6 du NCMP	√	√	√
Procédure de sélection non formalisée ; les documents tels que les procès verbaux de dépouillement, d'évaluation des offres et d'attribution ne sont pas versés au dossier de passation	√	√	√

DESCRIPTION	DRP N° 15 : ACHAT CHLORE EN GRANULE, FLOCULANT, ACIDE CHLORHYDRIQUE ET ALGICIDE	DRP N° 16 : CHANGEMENT DE LA BOULONNERIE ETOUPE PAR LE TOURNEUR	DRP N° 17 : ACHAT CHLORE EN GRANULE ET FLOCULANT
Attributaires	SENSEC	SENSEC	SENSEC
Montants	1 728 110	265 500	2 138 750
Passation et exécution de marchés non prévus dans le plan de passation des marchés conformément aux dispositions de l'article 6 du NCMP	√	√	√
Procédure de sélection non formalisée ; les documents tels que les procès verbaux de dépouillement, d'évaluation des offres et d'attribution ne sont pas versés au dossier de passation	√	√	√

ANNEXE 1
ETAT RECAPITULATIF DES MARCHES DEMANDES

COMPTE	NOMENCLATURE	MONTANTS ENGAGES	FOURNISSEURS
	CHAPITRE 313-CABINET DU MAIRE		
615	Produits d'entretien	3 214 910	SENSEC
633701	Acquisition de machines & app/bureau	3 304 000	SOSENI
	CHAP.331-RECETTE MUNICIPALE		
616	Fournitures de bureau	3 000 000	B.S. SARL
63310	Imprimés et registres	4 262 750	Ets NAGN
633700	Acquisition de mobilier de bureau	14 500 000	Ets NAZIR
	CHAP.351-ABATTOIRS-HALLES-MARCHES		
6303	Location véhicules	12 877 793	IFSAS
		12 877 793	IFSAS
6304	Location matériel de terrassement	10 738 000	COMSES
		12 272 000	COMSES
		12 877 793	COMSES
	CHAP.371-PROTECTION DES POPULATIONS		
	C/LES ACCIDENTS & FLEAUX CALAMITES		
6303	location véhicules	12 877 793	IFSAS
		13 027 200	COMSES
		3 540 000	DIARRA ENTREPRISE
6304	Location matériel de terrassement	20 937 920	COMSES
	CHAP.381-VOIRIE-SQUARES ET JARDINS		
6304	Location matériel de terrassement & eng. divers	24 850 800	COMSES
		11 658 400	COMSES
		10 738 000	COMSES
		3 776 000	GIE SOP KHADIM
63100	Entretien des parcs, squares & jardins	21 948 000	SERIAN ENTREPRISE

	CHAP.441 - EDUCAT°-JEUN.-CULT-SPORTS		
617	Fournitures scolaires	24 470 000	PAPEX
63310	Imprimés et registres	14 750 000	SOSENI
	CHAP.451-SANTE-HYGIENE & ACT°SOCIALES		
612	Habillement	14 794 840	SOSENI
		14 502 200	SOSENI
633701	Achat mach. et app. de bureau	10 738 000	SOSENI
		7 139 000	SOSENI
6469	Participations diverses	100 000 000	CKEIKH AHMADOU SALL
	CHAP.508-FETES & CEREMONIES PUBLIQUES		
6303	Location de véhicules	9 156 800	COMSES
		24 780 000	COMSES
		14 927 000	COMSES
		5 062 200	COMSES
6334	Frais d'hôtel et de restaurant	5 436 968	COMSES
		17 880 540	COMSES
		10 351 432	COMSES
		4 248 000	ECOPRES
		8 920 800	ECOPRES
		3 894 000	ESEPRESEM
		7 080 000	ECOPRES
		9 040 000	VOILE D'OR
	CHAP.701-EQUIPEMENTS ADMINISTRATIFS		
	S/CHAP.701-1-HOTEL DE VILLE-MAIR.ANNE.		
22001	Aménagement & modern. H.V., Mairie	12 952 270	TRADING AND BUIL. CORPORATION
22002	Grosse réparations H.V.; Mairie	9 952 415	CONSTRUCTION DAROU SALAM DOYOLI
221001	Construction de clôture de la voie publique	2 046 445	CONSTRUCTION DAROU SALAM DOYOLI

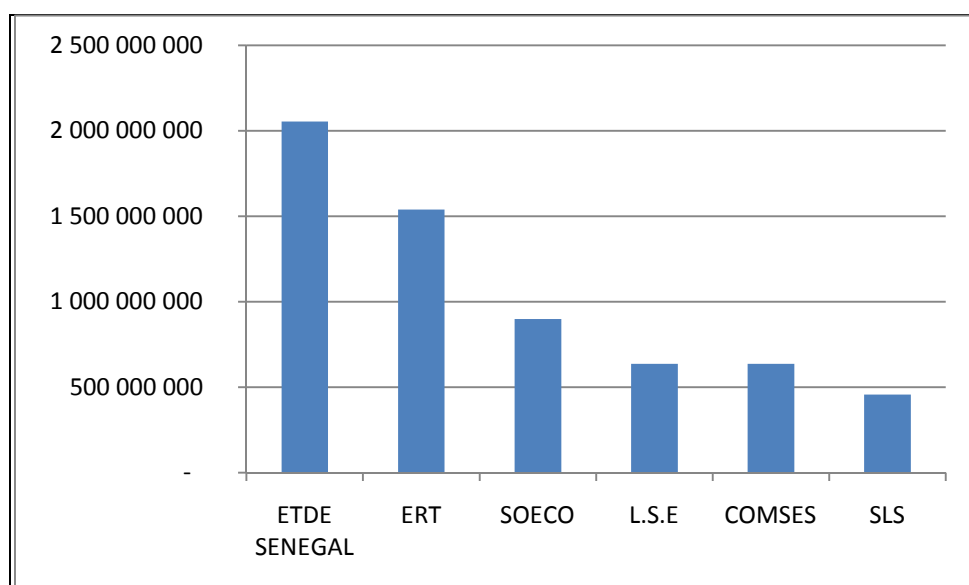
221005	Grosses réparations chaussées	322 387 713	SOECO
		575 294 783	SOECO
221049	Autres travaux d'aménagement	8 143 276	GIE TOLL PRODUCTION
2239	Autres matériels	23 600 000	SATTAR
	G- ECLAIRAGE PUBL.ET SIGNALISATION LUMIN.		
221622	Aménagement des réseaux électriques	1 339 125 908	ERT
		1 753 995 804	ETDE SENEGAL
		200 000 000	ERT
		6 392 607 222	GROUPEMENT ERT/L.S.E
		300 000 000	ETDE SENEGAL
		115 696 466	L.S.E
		190 926 579	L.S.E
		224 157 893	L.S.E
		104 899 681	L.S.E
		140 923 880	SLS
		99 406 958	SLS
		215 487 528	SLS
	H- PARCS-SQUARES ET JARDINS		
2110	Aménagement des squares et jardins	8 260 000	PESPOSI
		4 914 700	ETS COURA
		3 150 001	GIE KANE ET FRERES
	CHAP. 705- SANTE, HYGIENE ET ACTIONS SOCIALES		
	S/CHAP. 705-1- Equipements sanitaires et sociaux		
	A- Equipements sanitaires		
220700	Equipement sanitaire	351 314 426	CERTEC
220704	Constructions pavillons et dispensaires	19 719 688	ETS AKM
220707	Grosses réparations équipements sanitaires	15 849 760	POLISYS
		9 718 480	ETS CHEIKH AYA
		4 711 262	ENTREPRISE DE MACONNERIE TP

220707	Grosses réparations équipements sanitaires	40 276 830	SOTRACOM
		9 995 780	SC TEQ
		20 854 140	ETS AKM
	S/CHAP. 705-3- CIMETIERES		
220731	Construction et agrandissement ou translation de cimetières	28 482 814	SENE CONSTRUCTION
	CHAP. 706- EDUCATION-JEUNESSE-CULTURE ET SPORTS		
	S/CHAP.706-1- Equipements scolaires		
220805	Grosses réparations équipements scolaires	10 650 680	TBC
	S/CHAP. 706-2- Equipements culturels et loisirs		
220817	Création de colonies de vacances	35 000 000	YAYA BODIAN
	S/CHAP. 706-3- EQUIPEMENTS SPORTIFS		
220839	Aménagement de centres sportifs	42 450 406	TOUBA BTP
		34 137 595	SENE CONSTRUCTION
		25 709 486	SENE CONSTRUCTION
		66 494 540	STIC
2239	Autres matériels	430 700 000	COMSES
	CHAP.721-ETUDES GENERALES		
2025	Autres études générales	4 956 000	DAK'COR
	AUTRES		
	Entretien des bassins publics (Rond Point RTS, Place Washington)	12 744 000	SENSEC
PV N° 17	Achat Chlore en granulé et Crépine	1 634 300	SENSEC
PV N° 18	Achat Chlore, Flocculant, Acide chlorhydrique et Algicide	1 866 760	SENSEC
PV N° 32	Achat Chlore en granulé et Chlore en poudre	365 800	SENSEC
PV N° 33	Achat Chlore, Flocculant, Acide chlorhydrique et Algicide	1 728 110	SENSEC
PV N° 123	Changement de la boulonnerie Etoupe par le Tourneur	265 500	SENSEC
PV N° 124	Achat Chlore en Granulé et Flocculant	2 138 750	SENSEC
	TOTAL	13 740 145 561	

ANNEXE 2 :
PAIEMENTS AU PROFIT DES PRINCIPAUX PRESTATAIRES

Les tableaux récapitulatifs ci – après sont une illustration de la valeur des marchés confiés par la Ville de Dakar à ses principaux fournisseurs.

FOURNISSEURS	MONTANTS ENGAGES
ETDE SENEGAL	2 053 995 804
ERT	1 539 125 908
SOECO	897 682 496
L.S.E	635 680 619
COMSES	635 395 053
SLS	455 818 366
TOTAL	6 217 698 246



ETDE SENEGAL

COMPTE	LIBELLES	MONTANT
221622	Aménagement des réseaux électriques	1 753 995 804
	Aménagement des réseaux électriques	300 000 000
	TOTAL	2 053 995 804

ERT

COMPTE	LIBELLES	MONTANT
221622	Aménagement des réseaux électriques	1 339 125 908
	Aménagement des réseaux électriques	200 000 000
	TOTAL	1 539 125 908

SOECO

COMPTE	LIBELLES	MONTANT
221005	Grosses réparations chaussées	322 387 713
	Grosses réparations chaussées	575 294 783
	TOTAL	897 682 496

L.S.E

COMPTE	LIBELLES	MONTANT
221622	Aménagement des réseaux électriques	115 696 466
	Aménagement des réseaux électriques	190 926 579
	Aménagement des réseaux électriques	224 157 893
	Aménagement des réseaux électriques	104 899 681
	TOTAL	635 680 619

COMSES

COMPTE	LIBELLES	MONTANT
6304	Location matériel de terrassement	10 738 000
		12 272 000
		12 877 793
6303	Location de véhicule	13 027 200
6304	Location matériel de terrassement	20 937 920
		24 850 800
6304	Location matériel de terrassement & eng. divers	11 658 400
		10 738 000
		9 156 800
6303	Location de véhicules	24 780 000
		14 927 000
		5 062 200
6334	Frais d'hôtel et de restaurant	5 436 968
		17 880 540
		10 351 432
2239	Autres matériels	430 700 000
	TOTAL	635 395 053

SLS

COMPTE	LIBELLES	MONTANT
221622	Aménagement des réseaux électriques	140 923 880
	Aménagement des réseaux électriques	99 406 958
	Aménagement des réseaux électriques	215 487 528
	TOTAL	455 818 366

ANNEXE 3 :
CUMUL DES ENGAGEMENTS PAR TYPE D'ACQUISITION

Les tableaux ci – après donnent le cumul des dépenses engagées par type d’acquisition.

AMENAGEMENT DES RESEAUX ELECTRIQUES

COMPTE	FOURNISSEURS	MONTANTS
221622	ERT	1 339 125 908
	ETDE SENEGAL	1 753 995 804
	ERT	200 000 000
	GROUPEMENT ERT/L.S.E	6 392 607 222
	ETDE SENEGAL	300 000 000
	L.S.E	115 696 466
	L.S.E	190 926 579
	L.S.E	224 157 893
	L.S.E	104 899 681
	SLS	140 923 880
	SLS	99 406 958
	SLS	215 487 528
	TOTAL	11 077 227 919

GROSSES REPARATIONS

COMPTE	FOURNISSEURS	MONTANTS
22002	CONSTRUCTION DAROU SALAM DOYOLI	9 952 415
221005	SOECO	322 387 713
	SOECO	575 294 783
220707	POLISYS	15 849 760
	ETS CHEIKH AYA	9 718 480
	ENTREPRISE DE MACONNERIE TP	4 711 262
	SOTRACOM	40 276 830
	SC TEQ	9 995 780
	ETS AKM	20 854 140
220805	TBC	10 650 680
	TOTAL	1 019 691 843

AMENAGEMENT DE CENTRES SPORTIFS

COMPTE	FOURNISSEURS	MONTANTS
220839	TOUBA BTP	42 450 406
	SENE CONSTRUCTION	34 137 595
	SENE CONSTRUCTION	25 709 486
	STIC	66 494 540
	TOTAL	168 792 027

LOCATION MATERIEL DE TERRASSEMENT

COMPTE	FOURNISSEURS	MONTANTS
6304	COMSES	10 738 000
	COMSES	12 272 000
	COMSES	12 877 793
6304	COMSES	20 937 920
	COMSES	24 850 800
6304	COMSES	11 658 400
	COMSES	10 738 000
	GIE SOP KHADIM	3 776 000
	TOTAL	107 848 913

LOCATION DE VEHICULES

COMPTE	FOURNISSEURS	MONTANTS
6303	COMSES	9 156 800
	COMSES	24 780 000
	COMSES	14 927 000
	COMSES	5 062 200
	TOTAL	53 926 000